

# **BANQUE CENTRALE DU CONGO**

## **DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES**

**Adresse** : 563, Boulevard Colonel Tshatshi  
Kinshasa-Gombe  
République Démocratique du Congo

**Adresse postale** : B.P. 2697

**Téléphone** : (243) 810 516 452  
(243) 818 105 970  
(243) 815 047 242

**Site web** : <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

**Le rapport sur la stabilité financière indique l'augmentation des risques dans le secteur financier, attestée par les écarts de taux sur les obligations souveraines dans la zone Euro. Par conséquent, les banques doivent augmenter leurs fonds propres.**

**Le moniteur des Finances Publiques renseigne qu'en 2011, les déficits budgétaires ont baissé sensiblement dans nombreux pays avancés et la plupart d'entr'eux prévoient de procéder à un ajustement considérable en 2012. Cependant, cet ajustement budgétaire doit se faire à un rythme compatible avec une croissance adéquate de la production et de l'emploi.**

**Au plan interne, la situation reste marquée globalement par le ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs et la stabilité du taux de change à fin janvier, en dépit de la tendance haussière constatée lors de l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en début du mois.**

## **I. CONTEXTE INTERNATIONAL**

Les tensions grandissantes dans la zone euro pèsent sur les perspectives de l'économie mondiale. Dans une mise à jour de son rapport sur les **Perspectives de l'économie mondiale**, le FMI note que la zone euro va connaître une récession modérée en 2012, après que sa crise soit entrée dans une nouvelle phase dangereuse vers la fin de l'année dernière, avec des répercussions sur d'autres régions du monde, notamment les Etats-Unis, les pays émergents et les pays en développement.

### **CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE**

Les prévisions de croissance mondiale, pour l'année 2012, ont été revues à la baisse par les différents organismes internationaux, s'établissant à 3,3 % selon le FMI. Vu l'intensité de la récession de 2009, le FMI note que ce taux de croissance est trop faible pour pouvoir combattre un chômage actuellement très élevé.

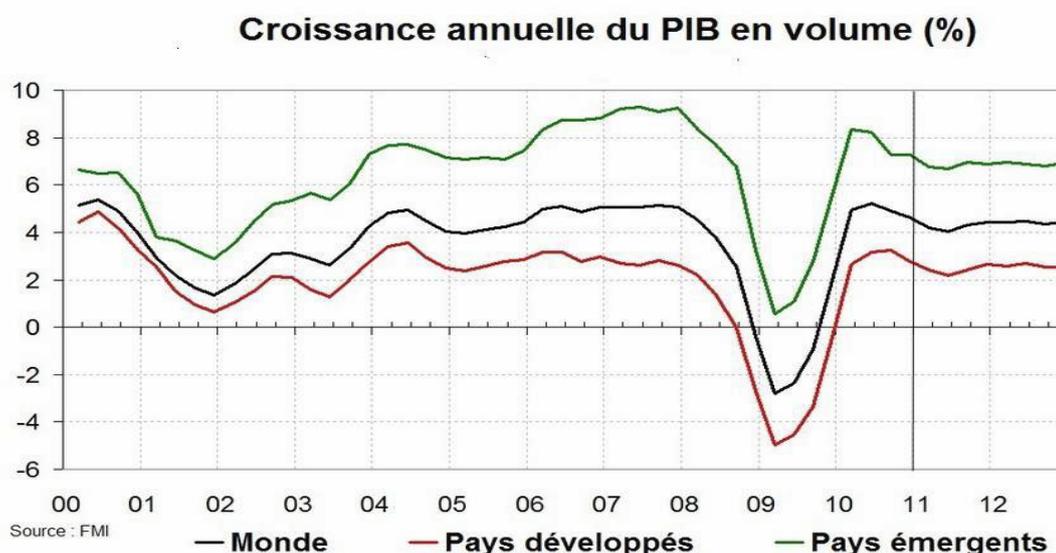
Aussi, les économies avancées pourraient globalement enregistrer une croissance de 1,2 %, soit une révision à la baisse de 0,75 point de pourcentage par rapport aux prévisions faites par le FMI en septembre dernier.

La FED a annoncé avoir baissé ses prévisions concernant la croissance économique aux USA pour 2012 et 2013. La hausse du PIB devrait se situer entre 2,2 % et 2,7% en glissement annuel au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et entre 2,8 % et 3,2 % un an plus tard. Quant au taux de chômage, actuellement de 8,5 %, la FED estime qu'il sera compris entre 8,2 % et 8,5 % en moyenne sur 3 mois au dernier trimestre de 2012 et entre 7,4 % et 8,1 % un an plus tard. Elle a, en outre, annoncé un objectif d'inflation à long terme de 2,0 % sur un an, censé alléger sa tâche de promotion du plein emploi.

Quant aux économies émergentes, motrices de la croissance mondiale actuelle, elles aussi subiront les effets de la morosité des économies avancées étant donné que la baisse de la demande mondiale affectera leurs recettes d'exportation. Toutefois, l'activité restera robuste pour se situer autour de 6,5 %, soit un ralentissement modeste par rapport à la situation en 2010 avec 7,3 %.

Ce faible recul serait imputable au ralentissement projeté de la Chine (9,5 en 2011 après 10,3 % en 2010), de l'Inde (7,7 % après 9,2 % en 2010) Globalement, ces tendances sont reflétées par le graphique ci-dessous :

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial en pourcentage



De manière générale, les prix des matières premières ont baissé en 2011, en raison du recul de la demande mondiale. Les cours du pétrole ont toutefois tenu durant ces derniers mois, principalement du fait de l'évolution de l'offre. S'agissant des autres matières premières, de meilleures conditions de l'offre et un ralentissement de la demande devraient chuter de 14% en 2012. A court terme, les risques pesant sur la plupart d'entre eux sont plutôt de nature baissière.

Tableau 2 : Evolution des cours de quelques matières premières <sup>(1)</sup>

DESIGNATION	COTATIONS	déc-2010	déc-2011	jan-2012
Cuivre (LME)	\$/tm	9.575,00	7.553,50	8.484,50
Zinc (LME)	\$/tm	2.432,00	1.827,00	2.125,00
Cobalt (Londres)	\$/lb	17,25	14,20	15,50
Coltan (Londres)	\$/lb	105,05	130,00	112,50
Or (NY)	\$/o.t.	1.418,90	1.568,55	1.729,00
Argent (NY)	Cts/o.t	3.091,00	2.770,00	3.360,00
Pétrole				
-Brent (Londres)	\$/baril	94,59	107,30	111,06
-WTI (NY)	\$/baril	91,41	98,95	98,41
Café Arabica (NY)	Cts/lb	238,60	226,50	214,55
Café Robusta (Londres)	\$/tm	2.095,95	1 768,00	1.838,00
Caoutchouc (Singapour)	Cts/Kg	501,00	326,50	403,00
Cacao (NY)	\$/tm	3.023,00	2.107,00	2.307,00
Coton (NY)	Cts/lb	143,85	91,38	93,40

Source: Banque Centrale du Congo.

## II.CONTEXTE INTERIEUR

A fin janvier 2012, la conjoncture économique congolaise était marquée par le ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs sur le marché des biens et services et une relative accalmie sur celui des changes. Cette situation se traduit par l'atténuation de l'inflation grâce à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de la réforme TVA, notamment la sensibilisation et l'affichage obligatoire des prix.

### II.1 EVOLUTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

#### II.1.1 SECTEUR REEL

##### ➤ *Croissance économique*

Selon les projections initiales, le taux de croissance économique se situerait à 7,2% à fin 2012 contre 6,9% en 2011. Cette croissance serait soutenue essentiellement par le dynamisme affiché dans les secteurs des mines, du commerce, de l'agriculture et des bâtiments et travaux publics. En 2012, la production intérieure devrait croître de 6,6% contre 5,8% en moyenne pour l'Afrique Subsaharienne.

**Tableau 3 : Evolution de la croissance économique et de la population (en %).**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance économique	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8	7,2	6,9	6,6
Croissance PIB/hab.	3,8	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2	4,1	3,8	
Croissance population.	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	

Source : Banque Centrale du Congo.

##### ➤ *Baromètre de conjoncture*

Le ralentissement de l'activité économique, observé en décembre 2011, s'est poursuivi en janvier 2012 avec une amplitude plus faible qu'au mois précédent. Ce ralentissement est attesté par la morosité qui caractérise le solde global brut d'opinions des chefs d'entreprise en ce début d'année. En effet, un net pessimisme traduit le manque de confiance significatif des chefs d'entreprises quant à l'évolution de la conjoncture économique à cause principalement du choc structurel induit par la réforme fiscale à la suite de l'application de la TVA en lieu et place de l'ICA. Car, cette réforme s'est accompagnée d'un mouvement haussier de grande ampleur des prix sur le marché. Malgré la stabilisation de la situation socio-politique et sécuritaire dans le pays à l'issue des élections de novembre 2011, la reprise de la confiance des chefs d'entreprises attendue en ce début d'année n'a pas été au rendez-vous. Cette évolution, conjuguée à l'attentisme observé dans les milieux d'affaires dans la perspective de la mise en incertitude quant à la prévisibilité de l'activité économique. Cette situation a influé négativement sur l'opinion des opérateurs économiques dont le solde global brut s'est situé à -17,2% en janvier 2012, après une chute à -27,0% en décembre dernier.

**Tableau 4 : Evolution du solde des opinions des chefs d'entreprises**  
(en pourcentage)

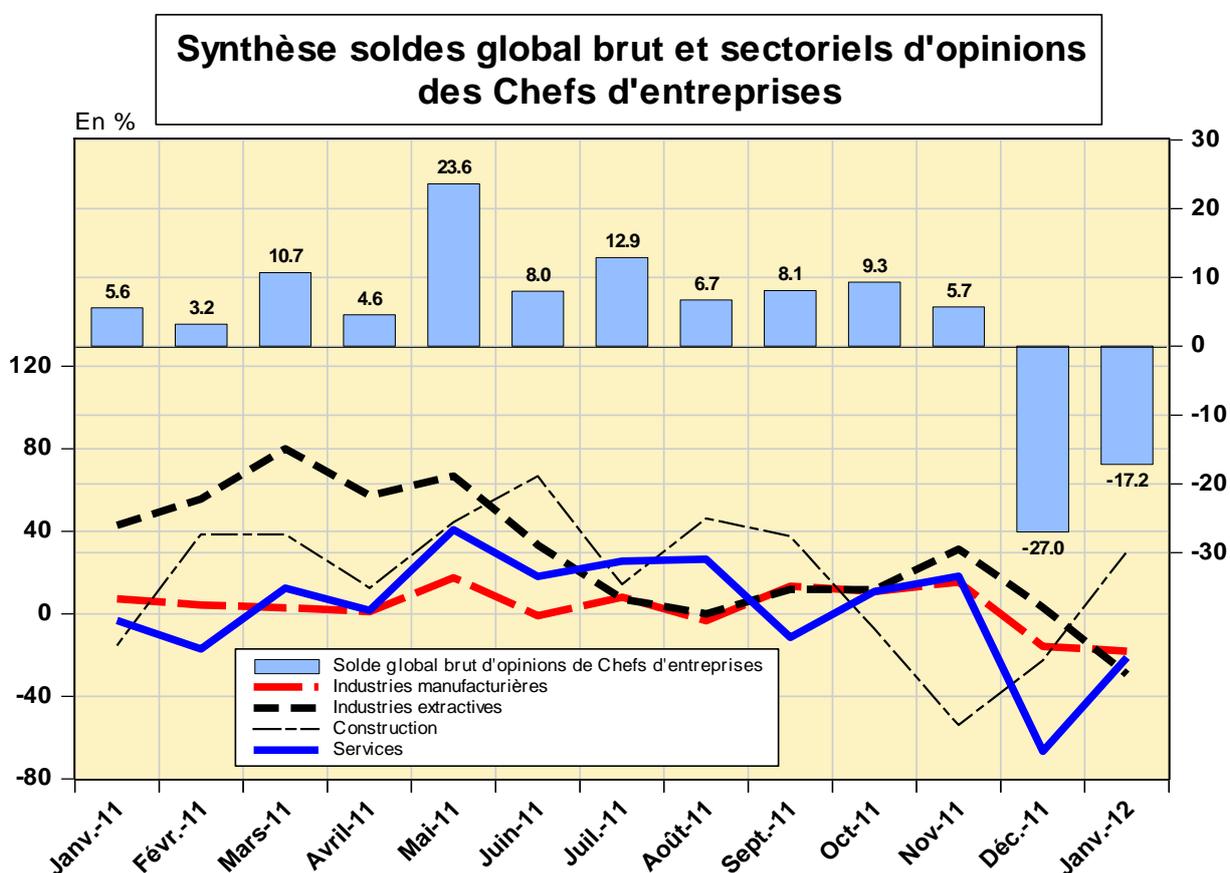
	Déc 2011	Jan 2012
Solde global brut	-27,0	-17,2
Industries manufacturières	-15,9	-18,2
Industries extractives	3,0	-29,4
Construction	-22,6	30,0
Services	-66,7	-21,1

Source : Banque Centrale du Congo

Les facteurs exogènes et endogènes à l'origine de cet effritement de la confiance des chefs d'entreprises sont pour les premiers, le spectre de la récession qui plane sur les principaux pays partenaires commerciaux de la zone Euro et des Etats-Unis. Les causes endogènes quant à elles, tiennent au contexte socio politique post électoral dont la psychose a affecté l'activité économique dans son ensemble.

S'agissant **des industries extractives**, pour la toute première fois depuis juillet 2010, les chefs d'entreprise ont affiché remarquablement un pessimisme outré dans la suite du repli net constaté en décembre 2011. En effet, l'opinion reflétée par les opérateurs de ce secteur, qui est en recul depuis le mois précédent, est devenue significativement négative en ce mois sous revue. Cette évolution marque ainsi une dépréciation de la conjoncture économique. Le solde brut d'opinion des chefs d'entreprises évoluant dans ce secteur s'est établi à -29,4% contre +3,0 % un mois auparavant.

Graphique 2.



Dans le secteur **des industries manufacturières**, il convient de noter que l'opinion des chefs d'entreprise est restée dominée par un pessimisme affiché depuis décembre 2011 et qui tend à s'accroître en janvier 2012. En effet, au cours du mois sous revue, le solde brut d'opinions des entrepreneurs opérant dans ce secteur a, une fois de plus, fléchi jusqu'à s'établir à -18,2%, après avoir chuté à -15,9% un mois auparavant.

Pour ce qui est du **secteur des Services**, les entrepreneurs demeurent également pessimistes quant à l'évolution favorable de la conjoncture. En effet, bien qu'il soit significativement redressé, après l'effondrement à -66,7% qu'il a connu en décembre dernier, le solde brut d'opinions de chefs d'entreprise de ce secteur demeure inférieur en ce mois de janvier où il s'est établi à -21,1%.

Quant au **secteur de la Construction**, il convient de noter que les entrepreneurs ont mis fin au pessimisme qui les a caractérisé depuis octobre 2011. En effet, au cours du mois sous revue, le solde brut d'opinions des chefs d'entreprises opérant dans ce secteur s'est nettement redressé jusqu'à atteindre une valeur significativement positive. Ainsi, il s'est situé à +30,0%, après s'être remis à -22,6% au cours du mois précédent.

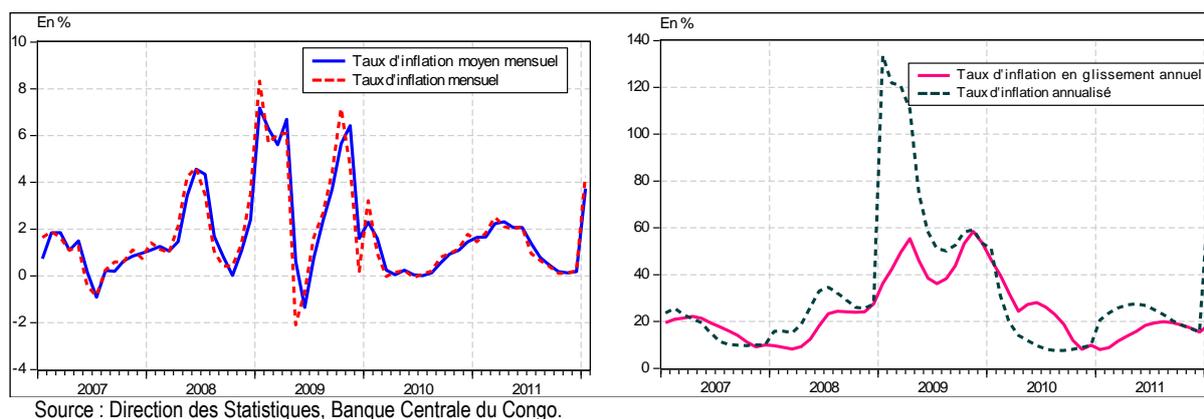
➤ **Taux d'inflation – Objectif à fin janvier 2012 : 1,50 %**

• **Evolution**

Le taux d'inflation hebdomadaire est passé à 0,11 % à la quatrième semaine de février, après avoir atteint le pic de 4,25 % à la dernière semaine de janvier, ramenant le taux cumulé annuel de 2,55 % à la première semaine de janvier à 4,25 % contre respectivement 0,33 % et 1,46 % au cours des mêmes périodes de 2011. Dans le même temps, le taux en glissement annuel s'est situé à 16,59 % à fin février après avoir atteint le seuil de 18,97 % à la troisième semaine de janvier.

Il s'est observé, à partir de la première semaine de février, un retournement de tendance de la variation des prix, suite principalement à la rigueur dans la mise en application des mesures d'accompagnement, par le Gouvernement, de la réforme fiscale à travers, notamment la campagne de vulgarisation de la TVA ainsi que la réglementation sur l'affichage des prix.

Ceci a contraint certains opérateurs économiques malveillants de ramener progressivement les prix à leur niveau initial d'avant la mise en œuvre de la TVA. Ainsi, l'inflation a été maîtrisée et contenue autour de 0,07 % en moyenne hebdomadaire au cours du mois de février 2012.

**Graphique 3. Evolution mensuelle de l'inflation en rythme et en glissement annuels(janvier 2012)**

## II.1.2. FINANCES PUBLIQUES

### ➤ Opérations financières de l'Etat.

Les opérations financières de l'Etat, à fin janvier 2012, se sont clôturées par un léger excédent de 0,01 milliards de CDF découlant des recettes de 224,84 milliards de CDF et des dépenses de 224,83 milliards.

La structure des recettes mobilisées par les régies financières s'est présentée comme suit : 36,35 % pour la DGI, 38,90 % pour la DGDA et 12,81 % pour la DGRAD.

Pour ce qui est de l'exécution des dépenses, elle laisse entrevoir une concentration au niveau de la rémunération avec une proportion de 53%, soit la moitié du total des dépenses. Quant aux autres rubriques, notamment le fonctionnement des institutions politiques et ministères, les rétrocessions et la dette publique, leurs parts respectives s'élèvent à 13,24 % ; 11,16 % et 6,73 %.

**Tableau 5 : Evolution mensuelle des opérations de l'Etat en 2012 (en milliards de CDF)**

	Déc.2010	Déc.2011	jan	Cumul
I.RECETTES	224,0	208,1	224,84	224,84
II.DEPENSES	59,7	66,8	224,83	224,84
SOLDE	87,0	79,9	0,01	0,01

### ➤ Situation financière de la BCC

A fin janvier 2012, les données provisoires de l'exécution du plan de trésorerie de la BCC a dégagé en cumul mensuel un déficit de 4,35 millions de CDF, consécutif aux encaissements de 13,99 milliards de CDF et aux décaissements de 18,33 milliards.

**Tableau 6 : Exécution du plan de trésorerie de la BCC à fin janvier 2012**  
(en milliards de CDF)

	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations*</b>	<b>Ecart</b>
<b>Total recettes</b>	<b>17,737</b>	<b>13,987</b>	<b>-3,750</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>17,738</b>	<b>18,334</b>	<b>-0,59</b>
<b>Résultat de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>-4,347</b>	<b>-3,16</b>

Source : BCC \* Situation provisoire

Les prévisions en recettes se sont chiffrées à 17,74 milliards de CDF contre les réalisations de 13,99, soit un écart négatif de 3,75 milliards. Alors que les prévisions en dépenses se sont fixées à 17,74 milliards de CDF contre les réalisations de 18,33 milliards, soit un dépassement de 0,59 milliards.

### II.1.3. SECTEUR EXTERIEUR

#### ➤ *Taux de change*

A fin janvier 2012, le marché de change est resté stable après l'intervention de la BCC en date du 11 janvier. Les taux de change à l'indicatif et au parallèle se sont situés respectivement à 920,1 CDF et 931,0 CDF le dollar américain contre 910,7 et 914,0 CDF à fin décembre 2011. Il s'en est ainsi dégagé des dépréciations respectives de 1,0 % et 1,8 %.

**Tableau 7 : Evolution du taux de change en 2012 (en CDF/USD)**

Dates	Taux de change * CDF/1 USD		Variation en % (+appréciation, -dépréciation)		Ecart (en %) (2)/(1)
	Indicatif (1)	Parallèle (2)	Par rapport au mois précédent		
	Cours	Cours	indicatif	Parallèle	
<b>30-déc-09</b>	<b>902,66</b>	<b>914,50</b>	-	-	<b>1,31</b>
<b>31 déc-10</b>	<b>915,13</b>	<b>931,67</b>	-	-	<b>1,81</b>
31 jan-11	930,47	932,50	-1,7	-0,08	0,22
28 fév-11	922,71	929,33	0,8	0,2	0,72
31 mar-11	921,66	926,33	0,1	0,3	0,51
30 avril-11	926,64	932,00	-0,54	-0,27	0,58
31 mai-11	925,60	930,33	0,11	-0,19	0,51
29 juin-11	923,33	928,67	0,25	0,22	0,58
29 juil-11	921,69	928,67	0,18	0,18	0,76
31 août-11	923,07	928,33	0,15	0,03	0,57
30 sept-11	921,49	927,33	0,17	0,11	0,63
31 oct.-11	923,63	927,33	-0,23	0,0	0,40
30 nov.-11	877,26	868,33	5,29	6,79	1,02
29 déc.-11	910,65	914,00	-3,67	-5,00	0,37
31 jan-12	920,08	931,00	-1,03	-1,83	1,19

Source : Banque Centrale du Congo.

\* Taux fin période

#### ➤ *Transactions en devises sur le marché des changes*

Le volume des transactions en devises au cours du mois de janvier 2012, s'est chiffré à 268,1 millions de USD, résultant des achats de 128,8 millions et des ventes de 139,2 millions. Ainsi, le marché est resté offreur net pour 10,38 millions de USD. En cumul annuel, le volume des transactions a atteint de 268,1 millions de USD.

➤ **Budget en devises**

A fin janvier 2012, la situation provisoire de l'exécution du budget en devises renseigne que les encaissements se sont situés à 71,8 millions de USD contre les décaissements de l'ordre de 104,3 millions, dégagant un déficit de 32,5 millions de USD.

S'agissant de la composition des recettes, elle laisse entrevoir la prépondérance au niveau des redevances pétrolières avec un montant de 32,9 millions, soit 49,7% des recettes totales, tandis que les dépenses les plus importantes ont concerné : les fournisseurs étrangers et le service de la dette extérieure.

**Tableau 8 : Exécution comparé du budget en devises à fin janvier 2011 et 2012**  
(en USD)

RUBRIQUES	31 jan-11	31 jan-12
<b>I. RECETTES</b>	<b>42 654 303</b>	<b>71 754 343</b>
<b>A. Recettes d'exploitation</b>	<b>1 648 695</b>	2 684 674
1. Redevance de Contrôle de Change	1 569 052	2 517 454
2.intérêts créditeurs	6	7 346
3.intérêts créditeurs FMI		-
4. Autres recettes d'exploitation	79 637	159 874
<b>B. Opérations de change</b>	<b>41 005 608</b>	66 069 669
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	<b>41 005 608</b>	66 069 669
- Recettes pétrolières	23 532 022	32 859 340
- Recettes minières	16 254 928	27 009 901
- Pas de porte chinois		-
- Pas de porte minier		-
- Autres	1 218 658	6 200 429
2. Rachats Financements extérieurs		
- IDA		-
- BAD		-
- UE		-
3. Achats interbancaires (Adjudications)		3 000 000
4.Swap FX	-	-
<b>C. FEC</b>	-	-
<b>II. DEPENSES</b>	<b>90 715 657</b>	<b>104 267 598</b>
<b>A. Dépenses du Trésor</b>	<b>38 400 839</b>	62 298 202
1. Service de la dette extérieure		21 342 802
2. Paiements diverses créances	4 414 297	7 638 908
3. Fonctionnement	17 374 526	33 316 492
<b>B. Dépenses de la BCC</b>	<b>38 739 727</b>	<b>41 969 396</b>
1. Remboursement créances	<b>483 276</b>	-
2. Frais financiers	<b>531 451</b>	<b>1 395 623</b>
3. Fonctionnement	<b>6 425 000</b>	<b>4 858 113</b>
4. Investissements	<b>1 300 000</b>	<b>113 497</b>
5. Ventes interbancaires	30 000 000	25 602 164
6. Remboursement swap		10 000 000
<b>BALANCE</b>	<b>-34 062 404</b>	<b>-32 513 255</b>
<b>Stock final</b>	<b>1 262 910 732</b>	<b>1 239 332 185</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### ➤ Réserves de change

Les réserves internationales, au 31 janvier 2012, se sont situées à 1.284,4 millions de USD correspondant à 7,3 semaines d'importation des biens et services, contre l'objectif non ajusté de 1.510,0 millions fixé dans le cadre du PEG II. Il se dégage un gap de 238,2 millions.

Tableau 9 : Evolution des réserves internationales  
(en millions de USD)

Période	Valeur	Affectées	Indisponibles	Disponibles	En mois d'importation	En semaines d'importation
30-déc-09	1.000,82	700,11	76,73	223,99	1,81	7,84
31-déc-10	1.296,97	145,31	548,17	603,49	1,78	7,73
31-janv-11	1.252,75	151,74	559,45	541,56	1,72	7,46
28-févr-11	1.270,51	143,90	560,44	566,13	1,75	7,57
31-mars-11	1.395,70	164,70	565,21	665,78	1,82	7,90
30-avr-11	1.449,22	187,43	576,29	685,49	1,89	8,20
31-mai-11	1.464,87	200,43	564,10	700,33	1,92	8,23
29-juin-11	1.397,00	207,05	562,96	626,98	1,83	7,91
29-juillet-11	1.386,80	202,13	566,00	618,68	1,81	7,85
31 août-11	1.325,40	237,26	575,52	512,62	1,73	7,50
30 Sept-11	1.262,46	285,61	557,66	419,18	1,65	7,15
31 octo-11	1.334,38	320,99	564,78	448,62	1,74	1,55
30 Nov-11	1.273,47	313,50	550,18	409,78	1,66	7,21
29 Déc-11	1.271,85	304,93	538,59	389,96	1,66	7,20
31 jan-12	1.284,37	295,20	548,50	390,00	1,68	7,27

Source : Banque Centrale du Congo.

## II.1.4. SECTEUR MONETAIRE

### II.1.4.1. BASE MONETAIRE

A fin janvier 2012, la base monétaire au sens strict s'est située à 753,6 milliards de CDF contre un niveau de 797,2 milliards de CDF à fin décembre 2011, soit une contraction de 5,5 %. Cette situation résulte de la baisse respectivement des avoirs extérieurs nets de 75,1 % et des avoirs intérieurs nets de 3,0% localisés principalement au niveau des autres postes nets. L'analyse des contreparties à l'origine de la variation de la base monétaire atteste que la progression de la base monétaire se justifie également par la diminution de la circulation fiduciaire qui est passée de 647,49 milliards de CDF en décembre 2011 à 605,77 milliards en janvier 2012, soit un recul de 6,44 %.

Tableau 10. Composantes et contrepartie de la base monétaire  
(en milliards de CDF)

	31-déc-10	29-déc-11	31-jan-12
AEN	171,53	39,65	9,87
AIN	450,57	766,76	743,76
Crédit net à l'Etat	-335,97	-76,44	-72,16
Créance sur les BCM	9,04	50,54	53,89
APN	772,81	787,53	756,89
Encours BTR		115,00	144,88
BASE MONETAIRE (ss strict)	613,25	797,24	753,63
Circulation fiduciaire	510,07	647,49	605,77
Dépôts bques créatrices de mon.	99,31	142,57	131,50
-Avoirs libres	17,03	31,09	21,81
-Réserves obligatoires	82,28	111,47	109,70

Source : Banque Centrale du Congo.

#### II.1.4.2. MASSE MONETAIRE

La masse monétaire a également baissé passant de 2.474,8 milliards en décembre 2011 à 2.342,4 en janvier 2012, soit un recul de 5,4 %. Ce dernier s'explique par la diminution des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets. Quant aux avoirs extérieurs nets, leur recul a contribué à une destruction monétaire de 3,32 %. En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, ils ont baissé de 2,99 % par rapport à décembre 2011.

Tableau 11 : Situation monétaire intégrée  
(en milliards de CDF)

	déc-10	déc-11	janv-12
AEN	907,89	800,96	718,82
AIN	1 101,72	1 673,80	1 623,63
CNE	-395,51	-151,56	-137,40
Créance/ sec. privé	782,63	916,58	925,64
APN	682,24	852,36	778,95
<b>M2 avec provisions</b>	<b>2 009,61</b>	<b>2 474,76</b>	<b>2 342,44</b>
Stock monétaire (M1)	706,16	804,62	750,42
Circulation fiduciaire	489,38	615,86	559,91
Dépôts à terme MN	8,47	17,54	17,06
Dépôts en devises	1 249,97	1 628,14	1 552,06

Source : Banque Centrale du Congo.

### **II.1.4.3. MARCHE MONETAIRE**

- **Le refinancement**

A fin janvier 2012, aucune opération n'a été enregistrée sur les deux guichets de refinancement (prêts à court terme et facilités permanentes).

- **Billet de Trésorerie**

L'encours global des BTR s'est établi à 144,8 milliards de CDF au 25 janvier contre 115,0 milliards à fin décembre 2011, soit une ponction de liquidité de 29,8 milliards au mois de janvier.

Le taux moyen pondéré nominal (TMP) des BTR à 7 jours s'est établi au 25 janvier 2012 à 17,04 % contre % un mois plus tôt, soit hausse de point.

- **Avoirs libres et réserves obligatoires**

Au 31 janvier 2012, la situation des avoirs libres des Banques dégage une baisse de 2,6 milliards de CDF par rapport à décembre 2011. Ils se sont situés à 25,3 milliards de CDF contre 27,9 milliards en décembre 2011.

Quant à la réserve obligatoire, son niveau a augmenté, s'établissant à 109,7 milliards de CDF au 31 janvier 2012 contre 114,7 milliards au 31 décembre 2011, soit un recul de 4,4 %.

## **II.2 POLITIQUES MISES EN ŒUVRE**

### **II.2.1. POLITIQUES MISES EN ŒUVRE EN JANVIER 2012**

Au niveau de la Politique monétaire :

- Pour rappel, au terme de la réunion du Comité de Politique Monétaire qui s'est réuni le 23 décembre 2011, il a été décidé après débats et délibérations de baisser le taux directeur de l'institut d'émission de 24,5 % à 20,0 %. Cette décision allait dans le sens de confirmer la consolidation de la stabilité, le recul de l'inflation et de donner un signal rassurant à l'économie. Dès lors, les membres du comité de la politique monétaire ont décidé d'un temps d'observation concernant la révision du taux directeur.
- S'agissant du coefficient de la réserve obligatoire, il a été maintenu à son niveau de 7 %.

Au niveau de la Politique de change :

La Banque Centrale du Congo est intervenue sur le marché de change, par la vente des devises, en date du 11 janvier afin de contrer les pressions du début d'année relatives au phénomène cyclique lié à la reconstitution des encaisses en devises, par les opérateurs économiques, après les festivités de fin d'année.

## II.2.2. PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT (PEG II)

La 4<sup>ème</sup> revue du PEG II à fin juin 2011, n'a pas été sanctionnée comme attendu au mois de septembre 2011 par un tirage des ressources sur le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) à cause de la non publication par le Gouvernement des contrats miniers sur site internet. Ce tirage se serait traduit par un appui à la Balance des paiements d'un import d'environ 80,0 millions de USD.

Dans le cadre de la préparation de la 5<sup>ème</sup> revue du Programme Economique du Gouvernement, laquelle se rapporte au second semestre 2011, l'évaluation préliminaire initiée par l'Institut d'Emission révèle un risque de non-respect d'un des trois principaux critères quantitatifs. En effet, la marge sur le critère « plafond du crédit net à l'Etat » s'est amenuisée durant la seconde moitié de l'année 2011. Quant aux deux autres principaux critères, à savoir : le plancher sur les AEN et le plafond sur les AIN, leur réalisation serait satisfaisante.

Quant à la 5<sup>ème</sup> revue, l'évaluation préliminaire montre que le risque de non-respect pèse sur le critère CNE à cause notamment : (i) de fortes pressions subies par les Finances Publiques se traduisant par une détérioration de la position nette du Trésor en vue de rencontrer les exigences liées aux échéances électorales de novembre 2011 et (ii) la prise en charge dans le déficit de la BCC des débours sur les banques en liquidation conformément à l'esprit du mémorandum technique en vigueur signé par le Gouvernement à l'attention du FMI tel que l'a rappelé l'auditeur externe lors de l'évaluation des critères à fin juin 2011.

## III. LE PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE EN AFRIQUE (PCMA)

Le Programme de Coopération Monétaire en Afrique est un programme qui vise à la réalisation d'ici l'an 2021, d'une union monétaire africaine partageant une monnaie unique et une seule banque centrale. Pour y arriver, l'Association des Banques Centrales d'Afrique (ABCA) a mis en œuvre un train de mesures de convergences ci-dessous dont la réalisation par au moins 51 % des pays devrait enclencher la migration.

Voici ces critères :

**Tableau 12 : Etat de réalisation des critères du PCMA**

Critères de 1 <sup>er</sup> rang	2009	2010	2011
1. Déficit public global/PIB, hors dons, inférieur à 3,0 (Objectif intermédiaire : déficit à un chiffre)	Respecté	Respecté	Respecté
2. Taux d'inflation inférieur à 3% (Objectif intermédiaire : inflation à un chiffre 5%)	Non respecté	Non respecté	Non respecté
3. Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (Objectif intermédiaire : réduction graduelle)	Non Respecté	Respecté	Respecté
Reserves extérieurs brutes supérieures ou égales à six mois d'importation des biens et services (Objectif intermédiaire : 3 mois d'importation à l'horizon	Non Respecté	Non respecté	Non respecté

2008

<b>Nombre de critères observés sur quatre</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Critères de 2<sup>ème</sup> rang</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
1. Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs	Respecté	Respecté	Respecté
2. Ratio Recettes fiscales/PIB supérieur ou égal à 20,0 ;	Non respecté	Non respecté	Non respecté
3. Ratio Dette publique/PIB inférieur ou égal à 70,0 ;	Non respecté	Respecté	Respecté
4. Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales inférieure à 35,0 ;	Non respecté	Non respecté	Non respecté
5. Maintien de la stabilité du taux de change réel ;	Non Respecté	Respecté	Respecté
6. Financement des investissements publics sur recettes fiscales à 20,0 au minimum ;	Respecté	Respecté	Respecté
7. Maintien des taux d'intérêt réels positifs	Respecté	Respecté	Respecté
<b>Nombre de critères observés sur sept</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Situation globale sur onze critères</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

-----